

# Journée "morte" aux impôts pour stopper la réorganisation

Lors des mobilisations organisées hier à Bastia comme à Ajaccio, ce sont les mêmes craintes qui sont évoquées par les agents des Finances publiques. En haut de la liste, la suppression de 150 postes et le transfert de missions

**B**loquer ou ralentir les services de la direction générale des Finances publiques de l'île. Tel était le mot d'ordre relayé hier par l'intersyndicale sur l'ensemble du territoire. Un appel à la mobilisation qui a largement été suivi.

Depuis la fin du mois de janvier, des actions similaires sont organisées à l'échelle nationale ; cette fois, c'est au tour des représentants syndicaux locaux de tirer la sonnette d'alarme et de s'opposer au plan de réorganisation général élaboré en coulisse depuis la fin de l'année 2018. Plus exactement, il s'agit de la création "d'un nouveau réseau", comme le stipule un avant-projet en date du 10 décembre 2018 partagé uniquement en interne.

Hier, en Haute-Corse, près de 75 % des agents étaient donc grévistes. "Même les chefs de service suivent", a glissé dans le cortège un manifestant comme pour attester que le bouleversement annoncé va bel et bien concerner l'ensemble des fonctionnaires. Signe aussi que sur l'ébauche de la feuille de route, le système ancien est gommé. Certains postes sont natures au profit de nouvelles missions car la "restructuration est surtout le fruit d'une organisation et d'usages an-



Forte mobilisation hier matin à Bastia, des agents des Finances publiques qui dénoncent la restructuration du service public.

/ PHOTO CHRISTIAN BUFFA

ciens qui ne correspondent plus, alors qu'il est coûteux, aux besoins actuels (...)", stipule la note.

## "150 postes en moins pour la Corse"

Réunis devant les portes du centre des impôts Recipello de Bastia, qui sont restées cadennassées,

les agents mobilisés sont inquiets. "Les craintes de 150 suppressions de postes au niveau régional ont été confirmées", lance l'intersyndicale qui entend défendre la spécificité insulaire, notamment l'application de la loi Montagne qui doit garantir l'accès aux services publics sur le territoire, afin de sauver des bureaux. Des emplois aussi.

Le cortège de grévistes, qui a été rejoint par des retraités et des usagers, a par la suite pris le chemin de la préfecture de Haute-Corse. Une délégation d'agents et d'élus a été reçue notamment par Pierre-Marie Mancini, président de l'Association des maires de Haute-Corse. "C'est le point de départ des négociations", ont confié les syndicats qui veulent des réponses. "Pour l'heure, nous n'avons pas été informés par nos directions. Les échanges doivent déboucher à la mi-février. Nous y sommes !"

La première réponse a été celle du préfet Gérard Gavory. Il a expliqué que "toutes les réformes en cours étaient suspendues dans l'attente des conclusions du débat national sur la présence des services publics dans les territoires ruraux". Devrait suivre à Bastia une réunion avec la directrice de la DGFIP.

## L'évolution des usages pour argument

Nouvelle géographie d'implantation, travail à distance, développement du back-office et accélération de la dématérialisation, les pistes inscrites sur le plan pluriannuel d'évolution du réseau seraient multiples. Mais toutes ces nouvelles ré-

organisations qui s'articulent "autour d'un nouveau réseau" résultent de l'évolution de la fiscalité. Le prélevement à la source d'abord mais aussi la suppression progressive de la taxe d'habitation. À venir, la mise en place d'agences comptables. Un volet de la réforme consisterait ainsi à internaliser la fonction comptable dans les collectivités de taille importante. "La séparation ordonnateur comptable n'existerait plus", poursuit l'intersyndical.

Ce qui se traduirait par des transferts d'agents à la CDC, la ville de Bastia ou encore d'Ajaccio sur une durée déterminée. Avec pour ambition, selon les syndicats, de réduire "encore les effectifs". Sur les trois ans, 40 agents partiront à la retraite "et ne seront pas remplacés". Les syndicats évoquent aussi les "mutations bloquées et la fin des recrutements dans les Finances publiques et donc la dégradation du service public".

Une journée nationale DGFIP "morte" soutenue par des élus de communes rurales qui avaient eu l'assurance que la restructuration des trésoreries ne signifiait pas leur fermeture. Aujourd'hui, des doutes existent.